Nigeria : sept années sans contrôle portuaire ont fragilisé la sécurité du médicament

Compte Test - 2026-10-11 11:12:25 - Vu sur pharmacie.ma

La lutte contre les médicaments falsifiés au Nigeria se heurte à un héritage réglementaire préoccupant. Selon la directrice générale de la National Agency for Food and Drug Administration and Control (NAFDAC), la suspension de la présence de cette agence dans les ports nigérians pendant sept années aurait favorisé l'émergence de réseaux illicites dans la distribution pharmaceutique. S'exprimant à Lagos, en marge de la 4e Assemblée générale thématique de l'African Pharmaceutical Distribution Association (APDA), organisée en collaboration avec l'association nigériane des grossistes et distributeurs pharmaceutiques (PWDAN), la professeure Mojisola Adeyeye a rappelé que la NAFDAC avait été absente des ports entre 2011 et le 16 mai 2018. Cette absence prolongée aurait considérablement réduit la capacité du régulateur à surveiller les importations de produits pharmaceutiques et à empêcher l'introduction de médicaments non conformes dans les circuits commerciaux. Selon la professeure Mojisola Adeyeye, cette période aurait permis à des réseaux organisés de renforcer leur influence sur certaines activités de distribution. Elle a toutefois précisé ne pas être en mesure d'identifier les éventuels soutiens dont bénéficieraient ces organisations. Le retour de la NAFDAC dans les ports en mai 2018 a constitué une étape importante dans le rétablissement des contrôles réglementaires. Mais cette expérience met surtout en évidence les limites d'une surveillance reposant uniquement sur les points d'entrée du territoire. La sécurité du médicament doit être assurée tout au long de son parcours, depuis sa fabrication jusqu'à sa dispensation au patient.
La directrice générale a insisté sur l'importance des conditions de transport, de stockage et de distribution, ainsi que sur le recours aux technologies permettant de suivre la circulation des produits pharmaceutiques. De son côté, le président de la PWDAN, Oghenochuko Omaruaye, a plaidé pour une chaîne d'approvisionnement transparente, traçable et reposant sur une responsabilité clairement définie pour chaque intervenant. Ces déclarations interviennent alors que plusieurs pays africains cherchent à renforcer leurs systèmes de réglementation pharmaceutique et leurs mécanismes de lutte contre les médicaments falsifiés. L'expérience nigériane rappelle qu'une rupture dans la surveillance réglementaire peut fragiliser durablement l’ensemble de la chaîne pharmaceutique. Pour les pays africains, l'enjeu dépasse désormais le seul contrôle douanier. Il consiste à mettre en place une traçabilité continue, capable d'identifier chaque médicament, de suivre ses mouvements et de vérifier son authenticité jusqu'à la pharmacie d’officine. Car un médicament correctement fabriqué peut perdre toutes ses garanties de sécurité lorsqu'il circule dans un réseau de distribution insuffisamment contrôlé.